

Questions orales

Quelques jours plus tard, la société Atlantic Container Express a dit que la fermeture du chemin de fer de Terre-Neuve ferait augmenter de 12 à 15 p. 100 ses expéditions de Montréal à Corner Brook et à St. John's, ce qui sera catastrophique pour les expéditions de North Sydney à Port-aux-Basques et à Argenta.

Les travailleurs de North Sydney sont plus inquiets que jamais parce que, depuis la fermeture du chemin de fer de Terre-Neuve, on a constaté que les expéditions de North Sydney à Terre-Neuve ont diminué de 70 p. 100, bien que le gouvernement ait déclaré que cette ville ne serait pas touchée.

Quand le gouvernement se rendra-t-il compte que cette fermeture a eu un effet dévastateur sur le transport des marchandises entre North Sydney et Terre-Neuve?

* * *

LES AFFAIRES PROVINCIALES

L'ONTARIO—L'INCIDENCE DES POLITIQUES PROVINCIALES SUR LES SOINS DE SANTÉ

M. John Ostrom (Willowdale): Monsieur le Président, le gouvernement Peterson a annoncé que l'hôpital Wellesly perdrait 101 lits en raison de compressions budgétaires. En fait, le gouvernement Peterson supprimera bientôt des lits dans tous les établissements hospitaliers de la province parce qu'il dépense trop dans d'autres secteurs que la santé. Quelle hypocrisie!

Qu'en est-il de la promesse faite lors des élections de 1987 de consacrer 3 milliards de dollars de plus aux soins de santé? Le gouvernement Peterson a récemment procédé à l'une des pires hausses d'impôts de l'histoire de l'Ontario et n'a épargné ni la taxe de vente, ni les impôts sur les revenus personnels. Pourtant, ce gouvernement néglige les soins de santé, le plus vital de tous les services gouvernementaux. Il est évident que la politique passe avant la santé des citoyens pour le gouvernement de l'Ontario.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE—L'EAU

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Hier soir, notre négociateur commercial en chef adjoint, M. l'ambassadeur Gordon Ritchie, a déclaré pour la première fois qu'au cours des négociations avec les États-Unis, les spécialistes canadiens du ministère de l'Environnement et les experts membres de notre équipe de négociation avaient rédigé une clause spéciale pour exclure, exempter notre eau de l'Accord commercial, mais que l'équipe canadienne de négociation n'avait jamais insisté pour obtenir cette exemption.

Monsieur le Président, cela soulève des questions troublantes. Premièrement, pourquoi les ministres conservateurs ont-ils nié systématiquement, ici en Chambre, qu'on n'avait jamais envisagé d'exclure l'eau? Pourquoi cette fausseté devant la

Chambre? Et deuxièmement, comme la législation commerciale l'emporte sur la politique canadienne en matière d'eau, pourquoi le Canada n'a-t-il pas insisté pour obtenir cette exclusion, jugée nécessaire par nos spécialistes de l'environnement?

[Traduction]

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président, le chef de l'opposition semble avoir beaucoup de mal à comprendre que la question de l'eau n'a jamais fait partie des négociations sur le libre-échange.

Des voix: Bravo!

● (1420)

Mlle MacDonald: Très franchement, je crois que le chef de l'opposition ne veut pas comprendre parce que son attitude dans le passé nous porte à croire qu'il aurait, lui, bel et bien négocié la question de l'eau.

M. McDermid: Il l'aurait laissée aller.

Mlle MacDonald: La position du présent gouvernement au sujet des grandes dérivations d'eau est claire. Nous avons déclaré que le Canada ne laissera pas dériver de grandes quantités d'eau vers l'étranger. De plus, nous avons fait quelque chose que les libéraux n'ont jamais fait pendant toutes les années qu'ils ont été au pouvoir. Nous avons établi une politique à l'égard de l'eau qui interdit expressément l'exportation et la dérivation de grandes quantités d'eau.

Il est temps, je crois, que le chef de l'opposition comprenne de quoi il retourne et n'essaie pas de monter une combine qui ne tienne absolument pas debout.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, je savais depuis un bon bout de temps que la ministre allait agir aujourd'hui comme suppléante du premier ministre, mais je regrette de devoir dire qu'elle semble avoir attrapé la grandiloquence contagieuse de son voisin absent. On a l'impression d'entendre aujourd'hui le ministre du Commerce extérieur. La façon de faire de celui-ci avec la Chambre est bien simple.

M. Rodriguez: Nier, nier encore, et nier toujours.

M. Turner (Vancouver Quadra): Non, sa façon de faire est la suivante: premièrement, ne pas lire le texte de l'accord; deuxièmement, ne pas débattre les questions; et troisièmement, s'efforcer le plus possible de donner le change sur toutes les faussetés imaginables.

LA DURÉE DES AUDIENCES DU COMITÉ

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, puis-je demander à la suppléante du premier ministre, pendant qu'elle est de bonne humeur, concernant une question aussi complexe et aussi vitale pour le Canada, pourquoi les Canadiens ont-ils moins d'un mois pour venir à Ottawa et comparaître devant le comité pour exprimer leurs vues sur cet accord capital avec les États-Unis? Pourquoi les résidents de Vancouver Quadra ou de toute autre circonscription doivent-ils voyager des centaines ou des milliers de milles pour venir à Ottawa et tenter de faire valoir leur point de vue sur ce sujet? Pourquoi le gouvernement a-t-il peur du public canadien?